



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 16 septembre 2020 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO par intérim et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies et depuis Goma, le Lieutenant-colonel Taboré Haidara Moctar, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi et bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo. Avec nous depuis Goma, nous avons aujourd'hui le nouveau porte-parole militaire de la Mission, le Lieutenant-Colonel Taboré Haidara Moctar ; et à mes côtés ici à Kinshasa, le Coordonnateur humanitaire adjoint des Nations Unies, Diego Zorrilla.

Mais d'abord, je voulais vous faire part de l'émotion de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, concernant l'effondrement de trois mines artisanales à Kamituga dans le Sud-Kivu. La Représentante spéciale présente ses condoléances aux familles des victimes. Elle note que ce type d'accidents arrive fréquemment et appelle à imposer des mesures de sécurité préventive pour protéger ceux qui travaillent dans ces mines. Sur place, la MONUSCO a rencontré les autorités de la ville, notamment le Maire de Kamituga, pour évoquer la situation.

La Représentante spéciale tient aussi à redire son soutien aux familles des victimes des groupes armés et des violences communautaires dans les provinces de l'Est de la République démocratique du Congo. Elle souligne que la MONUSCO continue de soutenir résolument l'armée congolaise, engagée dans des opérations complexes sur plusieurs fronts, en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Elle comprend la colère et la frustration qui s'expriment parfois au sein de la population mais souligne la nécessité pour les Congolais d'être unis dans l'action contre les groupes armés et les milices communautaires, et de continuer à travailler pour que les responsables des atrocités rendent les armes et soient jugés, et pour créer les mécanismes nécessaires à une résolution pacifique des différends et des conflits.

Madame Zerrougui s'est rendue hier à l'ouverture de la session parlementaire ici à Kinshasa. Elle a également rencontré dernièrement, vous l'avez certainement vu, l'ancien Président Joseph Kabila, le Président du Sénat, Alexis Thambwe, ainsi que d'autres personnalités politiques congolaises, dans le cadre de ses bons offices. Et elle rencontre aujourd'hui à nouveau le Président Félix Tshisekedi.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Taboré Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Je voulais aussi vous signaler que demain, jeudi 17 septembre 2020, la MONUSCO va procéder à la remise officielle de l'extension du site des personnes déplacées de Kigonze, un quartier de Bunia. A la demande de certains partenaires humanitaires et des autorités, la MONUSCO a procédé, avec l'aide de son génie militaire népalais, à l'extension de ce site sur une surface de 7 hectares.

Au cours du mois d'août 2020, la section Protection de l'Enfant de la MONUSCO a documenté 141 violations graves commises à l'encontre des enfants dans le contexte du conflit armé en RDC, dont 122 cas de recrutement ; 4 enlèvements ; 10 meurtres ; 2 mutilations ; 2 cas de violence sexuelle et 1 attaque contre une école.

Une note d'information avec les détails est disponible dans notre bureau.

La Police des Nations Unies, de son côté, a participé le 11 septembre à Kinshasa à une rencontre organisée autour du projet pour le retrait des enfants de la rue, les Shegués. Un projet qui s'appelle : « Zero enfant dans la rue ». La MONUSCO va notamment apporter un appui technique à ce projet, par l'intermédiaire d'experts ayant des expériences avérées dans ce domaine dans leurs divers pays. Il s'agira d'assurer la formation, la sensibilisation, ainsi que la mise en réseau des différents acteurs pour une prise en charge des enfants sortis de la rue. Et la MONUSCO aidera aussi à la mobilisation des partenaires prêts à financer des projets pour l'autonomisation des enfants de la rue.

Enfin, je voulais vous signaler que la MONUSCO, les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies présents en RDC vont célébrer ce vendredi 18 septembre 2020 un double évènement : la célébration de l'anniversaire des 75 ans des Nations Unies et la célébration de la Journée internationale de la paix, célébrée chaque année le 21 septembre.

Cette activité aura lieu à l'Université catholique du Congo (UCC) située à Mont-Ngafula, ici à Kinshasa et se déroulera au cours de l'émission de Radio Okapi qui s'appelle : "Okapi Service", avec la participation d'environ 200 étudiants.

Je donne la parole maintenant à Goma, au porte-parole militaire de la Mission, le Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, nous vous écoutons.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar] : Durant les dernières semaines, les activités majeures ont été marquées par la continuation des opérations dans les régions où les troupes onusiennes sont déployées en soutien des FARDC dans le but de garantir la protection des civils et empêcher les activités des groupes armés actifs. La Force accomplit cette mission à partir des bases opérationnelles, des détachements permanents ou temporaires déployés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans la province de l'Ituri, la situation sécuritaire demeure préoccupante en raison des tensions communautaires existantes. Les groupes armés poursuivent leurs attaques contre les forces de défense et de sécurité et surtout contre les populations civiles dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi.

Les attaques ont ciblé ces dernières semaines les axes routiers, les bases des forces de défense et de sécurité (FARDC notamment). Le principal incident a été l'incursion le 04 septembre d'assaillants basés à Djugu dans la ville de Bunia.

Pour faire face à cette recrudescence de violence contre les civils et les forces de sécurité, la Force a intensifié ses patrouilles de jour comme de nuit pour protéger les populations et sécuriser les axes principaux particulièrement la N-27 entre Bunia et Mahagi. Elle a renforcé sa coopération avec les FARDC notamment en augmentant les patrouilles conjointes et en participant activement dans les différentes opérations telles « Opération pigeon blanc ».

Des actions sont également menées pour offrir et renforcer la protection des camps de déplacés internes par des patrouilles et la conduite d'exercices communs. Toutefois, ces actions ne seront jamais suffisantes en termes de résultats sans le soutien et la coopération de la population civile à qui nous demandons de nous alerter pour pouvoir réagir à temps.

Dans le Nord-Kivu, le territoire de Beni est secoué par les incessantes activités des ADF (Allied Democratic Forces) qui, de plus en plus, se dispersent sur le territoire. Les semaines écoulées ont enregistré plusieurs attaques des ADF dans la région de Kainama (58 km au nord-est de Beni). Ils sont restés actifs également le long de la route Mbau-Kamango-Oicha. Au total, plus d'une dizaine d'attaques attribuées aux ADF contre des civils et/ou FARDC ont été enregistrées. Une dizaine de civils ont été enlevés ou tués, avec aussi des victimes du côté des FARDC. De ce fait, la Force d'intervention de la brigade (FIB) a renforcé ses actions de patrouilles robustes et proactives. Elle renforce les FARDC en cas de besoin dans le cadre de la protection de la population.

Dans les autres territoires du Nord-Kivu, des affrontements ont été signalés dans les localités de Mutongo, Kaseke et Maniema. Les factions NDC-R de Bwira et Guidon ont continué à se disputer les différentes régions de Mutongo (17 km au sud-ouest de Masisi), Kaseke (20 km au sud-ouest de Pinga), Maniema (23 km au sud-ouest de Pinga) et Lwibo (29 km au nord-ouest de Masisi).

La Force poursuit ses patrouilles de domination de terrain et des activités d'engagement communautaire, visant à assurer une présence dissuasive.

Dans la province du Sud-Kivu, l'environnement sécuritaire reste fragile en raison de conflits fonciers récurrents dans l'est du territoire de Kalehe.

La région de Mikenge reste un des principaux foyers de violence dans les Hauts-Plateaux. Une présence de miliciens a été signalée à Kawizi - Kiliba - Runingu et demeure ainsi une préoccupation dans la plaine de Ruzizi.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Des affrontements ont été enregistrés entre les FARDC et les FNL (Force Nationale de Libération) et alliés Mayi-Mayi dans les régions d'Uvira et de Sange. Les Mayi-Mayi Yakutumba reprennent leurs attaques contre les positions des FARDC dans le territoire de Fizi après une brève accalmie.

Dans le Tanganyika, la situation sécuritaire est instable à Nyunzu et Bendera en raison de l'activité des groupes armés et des conflits intercommunautaires.

La Force de la MONUSCO a renforcé les patrouilles de longue durée pour dominer les zones d'insécurité. Elle multiplie les actions visant à soutenir les FARDC afin de les encourager dans leurs actions proactives. Elle coordonne les actions avec ces derniers pour améliorer la protection des civils. Elle poursuit également ses actions de communication afin de motiver les communautés à donner des informations préventives. Ces dernières semaines, les Casques bleus ont augmenté les actions conjointes avec les FARDC, notamment dans le territoire de Fizi, afin d'empêcher ou de stopper les activités des Mayi-Mayi.

Enfin, elle continue d'encourager et de faciliter les dialogues intercommunautaires afin de prévenir les tensions et violences interethniques.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de sensibiliser les populations concernant le COVID-19 ; des équipes médicales continuent de fournir des soins à titre gracieux et de porter assistance aux populations civiles. Les formations en renforcement de capacité des jeunes dans divers domaines tels que la mécanique, la couture et la maçonnerie, ainsi que la distribution d'eau potable aux populations, se poursuivent également. Des travaux de réhabilitation de tronçons de route avancent pour favoriser le déplacement des populations dans le cadre de leurs activités socio-économiques dans les provinces de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu.

Signe encourageant : malgré les activités de certains groupes armés, durant cette semaine plusieurs éléments appartenant à divers groupes armés se sont rendus aux FARDC et à la MONUSCO à la suite de différentes opérations. Près de 50 combattants Twa se sont rendus dans le territoire de Nyunzu à la suite des opérations des FARDC. Dans le territoire de Nyunzu, à Zongwe (126 km au nord de Nyunzu), près de 50 éléments des Mai-Mai Apa Na Pale se sont rendus.

Pour terminer, il est important de relever que la protection des civils reste la plus grande préoccupation de la Force/MONUSCO. Elle ne ménagera aucun effort pour atteindre cet objectif. Signalons que la Force est dans un processus de reconfiguration et de renforcement de ses capacités afin de produire plus de résultats également.

N'hésitez pas à poser des questions si vous en avez. Merci.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC et Coordonnateur humanitaire par intérim [Diego Zorrilla] : Bonjour et merci beaucoup à Mathias de m'avoir invité à ce point de presse qui se réalise une fois toutes les deux semaines. Et merci beaucoup à Radio Okapi de retransmettre ceci en direct. Je suis très heureux d'être ici avec vous. C'est la première fois que je m'adresse à ce groupe de journalistes. Je pense que vous ne recevez pas fréquemment de briefing sur les situations humanitaires. Donc, je suis très heureux d'être avec vous ce matin. Je propose de vous entretenir sur quatre sujets. Deux sont très liés à l'actualité du moment. Et les deux autres sont un petit peu plus structurels et après mon intervention, on pourra passer à des questions et réponses.

Le premier sujet est la 11^e épidémie de Ebola qui sévit dans la province de l'Equateur. La semaine dernière, j'ai été là-bas à Mbandaka mais aussi dans d'autres zones de santé de la province, dans une mission en compagnie des ambassadeurs des Etats-Unis, du Royaume-Uni, du Canada et aussi du Professeur Muyembe, qui venait d'être nommé en Equateur pour être en charge de la réponse à cette 11^{ème} épidémie de Ebola. Comme vous le savez, l'épidémie s'est rapidement étendue à environ une douzaine de zones de santé. Il y a environ 123 personnes qui ont été infectées, mais actuellement il n'y a plus que 18 personnes qui sont des cas considérés actifs.

Il y a une grande mobilisation des acteurs humanitaires. On a été visiter Ingende, on a été visiter la zone de santé de Bolomba, la zone de santé de Bikoro et aussi, le jour où on partait, il y avait une mission humanitaire qui partait à Bomongo, qui est comme une zone de santé qui est mitoyenne avec la République du Congo et avec un potentiel risque, qu'on veut éviter, de transmission du virus au Congo.

Peut-être trois messages à ce sujet : un, c'est que les partenaires et les acteurs humanitaires et les acteurs sont très mobilisés pour cette réponse. On a un plan multisectoriel avec le Gouvernement de 40 millions de dollars. La plupart de ces ressources ont été mobilisées. On travaille maintenant sur le plan suivant de réponse pour les prochains mois. Et on a vu à pied d'œuvre beaucoup d'ONG internationales, des ONG nationales appuyant le ministère de la Santé et les autres structures de l'Etat. Le gouverneur de l'Equateur nous accompagnait pour la plupart de ces visites. Donc, premier message, c'est que les partenaires sont très mobilisés pour ceci.

Le deuxième message, c'est que nous devons tous faire notre part. Le Gouvernement s'est engagé à payer les prestataires du système de santé et des paiements sont en cours pour les mois de juin et juillet mais les paiements doivent aussi être assurés pour le mois d'août et au-delà. En même temps, il faut éviter que ces paiements puissent devenir une source de fraude ou de corruption ; vous connaissez tous les accusations sur Ebola business à l'est, il faut absolument éviter que ceci se répète en Equateur.

Le troisième message est que cette 11^{ème} épidémie de Ebola pour la RDC, et la quatrième épidémie de Ebola qui touche la province de Equateur, montre la récurrence de ce phénomène et nous oblige à penser à comment travailler de façon plus soutenue sur le renforcement de système de santé dans le long terme.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La deuxième situation qui est reliée à l'actualité dont je veux vous faire part, c'est la question de sécurité alimentaire et la relation entre la sécurité alimentaire ou l'insécurité alimentaire et les conflits. Demain, le 17 septembre, il y aura une réunion à New York de certains membres du Conseil de sécurité des Nations Unies dans le cadre du suivi de la Résolution 2417 (2018) qui justement met en rapport les conflits et l'insécurité alimentaire. La RDC est un des quatre pays qui seront examinés par ce groupe du Conseil de sécurité avec le Yémen, la Syrie et le Soudan du Sud.

Trois messages à ce sujet aussi : un, c'est que la population de la RDC vit une des pires crises d'insécurité alimentaire au monde. Ceci est mesuré par un indice qui s'appelle « IPC ». Et les données provisoires de l'IPC de 2020 montrent qu'il y a près de 22 millions de personnes en RDC qui sont en situation d'insécurité alimentaire aigüe, desquelles 5,7 millions sont en phase d'urgence. Elles ont besoin d'une assistance immédiate pour pouvoir assurer leur survie. Près de 4 millions d'enfants en RDC souffrent de malnutrition aigüe, dont plus de 1 million de malnutrition sévère.

Le deuxième élément, c'est que cette insécurité alimentaire est directement liée aux conflits – aux conflits fonciers, aux conflits communautaires mais aussi aux conflits armés. D'ailleurs, nous voyons que les provinces où il y a le plus haut taux d'insécurité alimentaire sont le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, le Tanganyika et aussi les Kasai.

Le troisième élément, c'est une observation personnelle, c'est que ceci est d'autant plus dramatique que la RDC est un des pays les plus fertiles au monde, et qui pourrait subvenir parfaitement aux besoins de nutrition de sa population, une nutrition diversifiée, et même exporter des denrées alimentaires. Donc, les conflits ont une incidence directe sur cette situation d'insécurité alimentaire.

Le troisième élément sur lequel je voudrais m'entretenir avec vous, c'est l'impact des conflits armés en général sur la situation humanitaire. Vous savez vu le briefing fait par le porte-parole militaire de la MONUSCO fait état de la situation des conflits qui malheureusement continuent à faire rage à l'est dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika et aussi on voit maintenant dans le Kasai avec ce regain de tension à Bakwalenge. Et des conflits aussi qui ont lieu dans d'autres endroits comme à Yumbi, ici tout près de Kinshasa, il y a quelques mois.

Ces conflits sont la principale cause de déplacement des populations. La RDC est la deuxième crise mondiale en matière de déplacement des populations. Plus de 5,5 millions de personnes sont déplacées depuis les derniers deux ans. C'est comme ça qu'on mesure, sur les derniers 24 mois.

En Ituri, pendant les premiers six mois de cette année, il y a eu plus de 600 000 personnes déplacées. Les conflits génèrent énormément de situations de protection. Les agences humanitaires font ce qu'elles peuvent pour continuer à appuyer ces personnes déplacées à cause des conflits.

La plupart d'entre elles d'ailleurs sont des familles d'accueil. Et donc, le principal acteur humanitaire en RDC, au fait c'est la population congolaise elle-même. Car 90 % des déplacés se trouvent en familles d'accueil.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Mais, évidemment, nous ne pouvons pas apporter les solutions : les solutions sont des solutions politiques et des solutions qui vont amener la paix et qui vont permettre aux humanitaires de se retirer pour faire place aux acteurs de développement.

Le quatrième élément sur lequel je voudrais vous entretenir, c'est vous faire un point sur la mobilisation de ressources. Comme vous le savez, nous présentons chaque année un Plan de réponse humanitaire qui regroupe quelque 277 organisations humanitaires dans le pays. C'est très important qu'on sache que la plupart des organisations qui participent au plan sont les ONG nationales, 181, 85 ONG internationales et 10 organisations du système des Nations Unies.

Le plan actuellement est financé uniquement à hauteur de 22 %. Ce qui veut dire que qu'on a un gap de 78 %. Le Plan est de 2,07 milliards de USD. A l'heure d'aujourd'hui, on n'a reçu que 460 millions de dollars. Donc, nous faisons un appel, que la générosité des bailleurs continue pour pouvoir financer ce plan.

Trois points à ce sujet : un, c'est que l'aide humanitaire dépend de la générosité des bailleurs. Je voudrais mentionner, en particulier remercier les gouvernements et les peuples des Etats Unis, du Royaume-Uni, de l'Union Européenne, de l'Allemagne, de la Suède, du Canada, de la Belgique, des Pays Bas et de la Suisse, ainsi que tous les autres bailleurs mais ceux-ci [haut-cités] sont les principaux. Leur soutien est essentiel pour sauver la vie chaque année de millions de Congolais.

Le deuxième élément, c'est que les financements que nous demandons représentent un minimum pour pouvoir sauver des vies. Ça, je le vois dans mes visites en Ituri, au Sud-Kivu, au Tanganyika, au Nord-Kivu, je vois comment les manques de financements ont un impact direct sur la qualité de services que nous pouvons donner et donc sur les possibilités aussi de sauver des vies.

Le troisième élément que je voulais porter sur ce volet, c'est que la communauté humanitaire est engagée et consciente que cette confiance requiert aussi que nos systèmes soient les plus efficaces et les plus aussi imperméables aux pratiques de corruption et de fraude. Vous avez vu, il y a eu des articles par le passé faisant état de possibles pratiques de de fraude et de corruption dans l'aide humanitaire en RDC. Nous faisons ce que nous devons pour prendre des mesures, pour enrayer la possibilité de ces pratiques et pour pouvoir continuer à avoir la confiance du Gouvernement congolais, des populations bénéficiaires et de nos bailleurs.

Merci beaucoup. Je suis à votre disposition au cas où vous auriez des questions.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 1 :

Roger Marley Lukunga/ Elima News & Elais Hebdo : J'aimerais savoir Monsieur le **Coordonnateur humanitaire adjoint**, est-ce que les aides qu'apportent le PAM et l'assistance qu'apporte le FAO peuvent aussi [aider à] lutter efficacement contre la malnutrition dans un pays comme le nôtre ?

Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC et Coordonnateur humanitaire par intérim [Diego Zorrilla] : Merci beaucoup. Oui, absolument, il y a deux secteurs qui sont impliqués dans ce que vous venez de dire. Un, c'est le secteur de la sécurité alimentaire et deux, c'est le secteur de la nutrition.

Dans le secteur de la sécurité alimentaire, le PAM et la FAO travaillent comme Cluster Lead, mais il y a beaucoup d'autres ONG qui participent aussi dans ce secteur pour donner d'abord de l'assistance immédiate, qui peut être en vivres ou bien en cash, selon les modalités ; pour donner aussi un relèvement aux populations qui se sont déplacées, typiquement les personnes qui retournent. Donc, elles ont des paquets d'assistance au retour. Il y a aussi les projets de résilience qui cherchent à assurer que la qualité de production des producteurs agricoles est plus élevée, que les questions autour des conflits, autour de la terre, sont résolues. Les projets de résilience impliquent le PAM, la FAO, et puis l'UNICEF aussi.

Les questions de nutrition sont les questions plus médicales, avec un volet médical. C'est le suivi nutritionnel des enfants avec l'appui en complément nutritionnel aux enfants qui sont en malnutrition sévère ou en malnutrition aigüe.

Question 2

Alain Wandimoyi/ La Crèche Hebdo (Goma) : Hier, un notable de Walikale a dénoncé sur **Radio Okapi**, que les factions NDC/ R venaient de commencer les combats. Maintenant sur le plan humanitaire, 70 % de cette population seraient en brousse. Que font les humanitaires pour soulager ces populations qui sont en brousse ?

Sur le volet sécuritaire, que dit la MONUSCO par rapport à la sécurité ? Que va faire la MONUSCO pour restaurer la sécurité à Pinga, puisque c'est un groupe armé qui dirige Pinga ?

Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC et Coordonnateur humanitaire par intérim [Diego Zorrilla] : Merci. La situation autour de Pinga est une situation qui se développe déjà depuis quelques semaines. On avait déjà des nouvelles à partir du 9 juillet comme quoi les affrontements autour de l'axe Kalembe-Pinga ont fait le déplacement d'environ 10 000 personnes. On essaie d'assister. L'assistance humanitaire, pouvoir déployer des humanitaires requiert aussi qu'il y ait des conditions de sécurité pour ces opérations humanitaires. Il y avait des humanitaires qui étaient à Pinga, certains ont dû se replier, d'autres ont pu rester.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dès qu'on peut, notre mode opératoire est de faire une évaluation des besoins multisectoriels de tous les secteurs, de tous les déplacés. Mais il faut d'abord que ces populations soient stabilisées quelque part, soit dans des camps, soit des familles d'accueil, et ensuite, qu'il y ait des conditions de sécurité pour permettre nos opérations. Mais dès qu'on peut y aller, on y va.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar] : Par rapport à sa question, je voulais le rassurer que la Force poursuit ses patrouilles pour dissuader les groupes armés et empêcher leurs actions. Et surtout continuera à travailler avec les forces de défense et de sécurité, les FARDC notamment, pour ramener cette quiétude, cette tranquillité. Merci.

Question 3

Rachel Yayi Mapenzi/ Radio Merveille (Bunia) : J'ai deux questions à poser. La première porte sur la protection des civils, ce concept mal compris par la population. Concrètement, quand est-ce que la MONUSCO intervient pour protéger les civils ? La deuxième question porte sur les processus de DDR : de nombreux analystes congolais pensent qu'aucun processus de DDR n'a jamais abouti en RDC. On le voit actuellement avec celui des FRPI qui piétine. Si vous pouvez donner des conseils à votre partenaire qui est le gouvernement pour qu'on puisse aboutir à de bons résultats, et surtout durables.

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : Merci beaucoup pour ces questions. Concernant le DDR, je pense que la Représentante spéciale a été claire, ici-même, il y a deux semaines. Nous n'encourageons pas le gouvernement, ni à amnistier sur de longues durées, ni à réintégrer les membres des groupes armés dans les forces de sécurité congolaises.

Elle a été claire : si un choix est fait pour une réintégration sur une base communautaire, c'est-à-dire où les éléments des groupes armés qui n'ont pas été impliqués dans des atrocités doivent ou peuvent bénéficier d'un soutien, d'une formation professionnelle, pour une réintégration au sein des communautés, si les programmes prévoient que les communautés qui réabsorbent les éléments des groupes armés puissent recevoir un soutien en terme de développement, alors la MONUSCO est prête à soutenir les processus.

Il est clair pour nous effectivement que la réintégration des groupes armés dans les forces de sécurité congolaises n'a pas marché, et c'est pourquoi nous privilégions la réintégration communautaire dans notre soutien.

En ce qui concerne le processus avec les FRPI, il y a des discussions qui sont en cours entre le gouvernement et les FRPI pour que nous puissions commencer à soutenir le processus de démobilisation et de désarmement. Nous avons préparé des camps de cantonnement – ils sont prêts depuis plusieurs mois – et nous attendons que le gouvernement et les FRPI lancent officiellement la démobilisation et le désarmement pour pouvoir poursuivre sur l'élan qui a été donné par la signature de l'accord à la fin février.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Et enfin, sur la protection des civils, c'est le cœur de notre mandat. La MONUSCO intervient autant qu'elle peut en essayant de cibler les groupes qui sont le plus vulnérables. Comme l'a dit mon collègue militaire, à Bunia et autour de Bunia, nous essayons de sécuriser les axes routiers, et nous essayons aussi de concentrer nos efforts sur les populations déplacées qui sont les plus vulnérables.

Ce qu'il faut pour que la protection des civils puisse être mieux assurée, c'est évidemment une présence de l'Etat plus forte. Parfois, l'Etat est complètement absent de certaines zones et c'est là que vous voyez soit des tensions communautaires se développer et être réglées dans le sang, soit des groupes armés qui agissent en toute impunité.

Donc nous accompagnons l'armée congolaise, nous accompagnons la police aussi pour qu'elle améliore ses capacités, pour qu'elle améliore sa couverture du territoire congolais. C'est un travail au long cours mais on est déterminés à continuer à le faire.

Question 4

Myriam Iragi/ Top Congo : La première question au Coordonnateur humanitaire par rapport à l'épidémie d'Ebola. Le plan de riposte, vous l'avez dit, prévoit ou prévoyait 40 millions de dollars américains pour arriver à bout de cette épidémie. Vous avez dit que les mobilisations ont commencé mais j'aimerais savoir combien d'argent a été déjà mobilisé pour la riposte Ebola en Equateur. Et puis, je reviens un petit peu à la question de démobilisation, désarmement des rebelles et milices dans l'Est du pays. La position de la MONUSCO est claire. Vous avez parlé des FRPI, mais j'aimerais savoir ce qu'il en est des CODECO, parce que c'est quand même une situation assez particulière. Nous savons ce qui s'est passé il y a quelques jours, ils sont sortis de leur campement pour rentrer dans la ville. Est-ce que de ce côté-là, au-delà de votre position, est-ce que vous suivez cette affaire ?

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : On suit évidemment cette affaire – je vais commencer, si vous voulez bien, sur Bunia parce que ça concerne aussi la question précédente – on suit évidemment cette affaire et on est préoccupés par l'incursion qui a eu lieu dans les rues de Bunia. Qu'un groupe armé puisse « parader » dans les rues d'une ville du Congo est évidemment inacceptable et je pense que les forces de sécurité congolaises partagent cette analyse.

Sur l'évènement lui-même : les miliciens qui sont entrés dans Bunia étaient sous escorte des forces de sécurité congolaises qui maîtrisaient la situation, qui semblaient gérer la situation. La MONUSCO est donc restée en retrait - les forces de sécurité congolaises, vous le savez, sont souveraines – la MONUSCO est restée en retrait mais prête à intervenir, on était en état d'alerte maximal.

La situation semblait avoir été maîtrisée, la situation semble avoir été maîtrisée. Maintenant, nous continuons à travailler avec les autorités pour soulever cette préoccupation, non seulement quant à cet évènement mais aussi quant à la proximité de Bunia de ces miliciens.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC et Coordonnateur humanitaire par intérim [Diego Zorrilla] : Le premier plan pour les premiers 3 mois était un plan de 40 millions, je pense qu'on est à quelques 32 ou 33 millions qu'on a obtenus pour ce plan-là. C'est un plan multisectoriel mais qui inclut le gouvernement et les agences des Nations Unies et les ONG. Ce qui ne veut pas dire que toutes les agences ont reçu les 100% de financement qu'elles avaient requis.

Nous sommes maintenant en train de parler d'un deuxième plan qui va commencer à partir du 1er octobre. Parce que malheureusement l'épidémie n'a pas été jugulée aussi rapidement qu'on l'aurait espéré. On a bon espoir que ça pourrait être fait dans les prochains mois. Le nombre des cas actifs est relativement limité. Nous sommes à 18 cas actifs, j'espère qu'on arrivera à finir l'épidémie.

Mais c'est aussi une occasion comme je disais d'investir, de faire que les investissements qui sont faits pour la réponse à Ebola soient des investissements qui sont durables aussi pour le système de santé dans la province de l'Equateur, par exemple des radios à VHF pour assurer que les centres de santé puissent communiquer avec les médecins chefs de zone de santé ou certaines améliorations dans la logistique et la communication qui permettent une réponse plus efficace aussi à l'avenir.

Question 5

Isaac Ngwenza / Politoquerdc.net : Ma question s'adresse au responsable de la situation humanitaire à l'est. Je vous ai suivi avec attention, vous avez souligné que pour apporter une paix durable, les solutions politiques sont nécessaires. Alors pourrions-nous déduire de cette approche que les conflits armés seraient aussi politiques. Et si c'est cela, qu'est-ce que vous attendez pour chercher ces solutions politiques afin de mettre fin une fois pour toute à ces conflits armés dans l'est du pays ?

Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC et Coordonnateur humanitaire par intérim [Diego Zorrilla] : Je me suis probablement mal exprimé, vous m'avez suivi avec attention, merci beaucoup. Non, les solutions ne sont pas nécessairement des solutions politiques. Il y a une myriade de conflits et chaque conflit a ses propres dynamiques et je me réfère à madame Zerrougui pour nous donner l'orientation de comment est-ce que les Nations Unies doivent s'impliquer dans chacun de ces conflits.

Ce que je voulais souligner c'est que les besoins humanitaires sont directement liés à ces conflits. Donc il faut que ces conflits finissent pour qu'on puisse finir avec l'assistance humanitaire. Ce n'est pas normal qu'un pays comme le Congo ait plus de 5 millions de personnes qui soient déplacées, qui vivent dans des conditions abjectes et qu'on doit demander à la communauté internationale des milliards de dollars pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Donc, il faut absolument qu'il y ait des solutions qui amènent la paix au Congo. Que ces solutions soient politiques, militaires ou autres, je laisse ça à madame Zerrougui et à la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : Je pense que les solutions sont effectivement politiques, humanitaires et développement. Tout est lié. On essaie de développer au sein

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

des Nations Unies ce qu'on appelle une approche « Nexus » qui fait que les acteurs qui travaillent sur l'humanitaire, sur le développement et sur la sécurité travaillent ensemble. Parce que c'est vrai que la plupart des conditions de conflit peuvent en tout cas être aidées par une implication politique et un travail politique pour régler notamment le problème d'accès à la terre, d'accès à la justice.

Quand vous avez des communautés qui sont éloignées, où il n'y a pas d'Etat, où il y a des différends, des conflits entre communautés ou même entre voisins et que les Congolais ne peuvent se tourner vers aucune institution pour régler ces conflits de manière pacifique, les germes du conflit sont semés parce que vous n'avez aucune autorité, aucune institution vers qui vous tourner.

C'est pour cela que notre travail, c'est aussi d'essayer, en plus de ce que vous voyez qui est militaire et immédiat, de développer des mécanismes avec la justice, avec la police pour que les Congolais puissent avoir recours à leur Etat, à leurs institutions pour régler leurs différends.

Question 6

Justin Kabumba/ I 24 News (Goma) : J'aimerais revenir sur une information qui a circulé la semaine dernière sur les réseaux sociaux. Il faut d'abord rappeler que lors de la récente attaque de l'ADF à Beni, il y a certains habitants de cette ville qui ont témoigné avoir vu quelques casques bleus de la MONUSCO ravitailler l'ennemi qui est bien sûr l'ADF. Mais jusque-là MONUSCO n'a pas encore démenti cette information. Qu'est-ce qu'on peut retenir de ces rumeurs qui circulent déjà sur les réseaux sociaux ?

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann]: Merci pour cette question. L'idée qu'on puisse ravitailler les ADF est calomnieuse et mensongère et franchement insultante quand on pense aux casques bleus qui ont perdu la vie dans les combats contre ce groupe armé.

Je pense qu'il faut être extrêmement prudents avec tous ce qui circule sur les réseaux sociaux. Il y a des messages qui sont clairement malveillants et qui sont destinés à casser la confiance entre la MONUSCO et la population et souvent aussi entre les FARDC, l'armée et la population. Nous encourageons les médias et les faiseurs d'opinions que vous êtes à être extrêmement prudents lorsque des rumeurs malveillantes sont véhiculées.

Question 7

Constant Sam Bagalwa/ Radiotélévision Mont Bleu (Bunia) : Juste deux petites questions en rapport avec l'amnistie. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a adopté en Conseil des ministres le week-end dernier, le projet de loi sur l'amnistie alors que la MONUSCO qui est son partenaire incontournable est contre cette amnistie à l'égard des compatriotes qui ont tué, violé, pillé et qui ont même rendu de nombreuses familles vulnérables. Comment comptez-vous réconcilier ces deux points de vue, vous qui êtes partenaires du processus de paix pour la paix en République démocratique du Congo ?

Et la seconde question c'est en rapport avec l'irruption de la milice CODECO dans la ville de Bunia le 4 septembre dernier. Pendant ce temps, la MONUSCO était restée dans sa base

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

militaire. N'y a-t-il pas contradiction entre cette attitude et votre mandat de la protection des civils ? Merci.

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : Alors concernant l'incursion, je pense que j'ai déjà répondu. Nous étions en état d'alerte mais la situation était maîtrisée par les forces de sécurité congolaises qui sont souveraines sur leur sol.

Sur la première question concernant l'amnistie, vous avez raison de dire que nous sommes partenaires. Nous sommes partenaires du Gouvernement. Mais le Gouvernement est là aussi souverain. Donc, la seule chose que je peux vous dire c'est que nous n'encourageons pas le Gouvernement à amnistier sur des longues durées, comme la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC l'a dit ici même il y a deux semaines. Ce n'est pas une approche qui nous semble satisfaisante et à même de régler les conflits. Maintenant, le Gouvernement prend ses décisions telles qu'il est tout à fait en droit de le faire.

Question 8

Pascal Mulegwa/ RFI : Monsieur le Coordonnateur humanitaire, il y a flambée de la violence mais ce qui contraste justement avec le financement. Vous êtes aujourd'hui à 22%. Qu'est-ce qui justifie cette réticence des bailleurs à financer vos opérations humanitaires ?

Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC et Coordonnateur humanitaire par intérim [Diego Zorrilla] : Je ne pense pas qu'on puisse parler d'une réticence. En réalité, les financements humanitaires sont restés assez stables. On était dans les dernières années aux environs de 600, 700, 800 millions de dollars par année. Il y a aussi la grande contribution de l'année dernière pour la réponse à Ebola qui a drainé beaucoup de ressources. Je ne pense pas qu'on puisse dire qu'il y ait une réticence mais il y a une grande compétition des ressources, malheureusement, avec d'autres crises humanitaires : crise au Yémen, crise en Syrie qui sont peut-être plus visibles politiquement. Nous nous efforçons, avec votre soutien justement, de rendre visibles les besoins humanitaires au Congo.

Moi, j'essaie de parler souvent à la presse. Monsieur David William McLachlan-Karr, le Coordonnateur humanitaire le fait aussi pour justement rendre visibles ces besoins humanitaires au Congo et expliquer que ce n'est pas une grande crise qui dure depuis 25 ans ; ce sont des crises spécifiques qui touchent des hommes, des femmes, des enfants et certains d'entre eux de très bas-âge qui n'ont pas vécu les crises précédentes, pour lesquelles la crise actuelle est la crise qui fait que les besoins humanitaires sont pressants. Je remercie beaucoup de nouveau les bailleurs qui sont engagés mais il faut changer ce modus operandi pour passer, j'espère bientôt, à ce que les besoins humanitaires décroissent plutôt que croissent parce qu'il y aura des processus de paix qui permettront à ces populations déplacées de revenir à leurs habitations. Merci.

Question 9

Nénette Fwamba/ L'Opinion : L'espace politique congolais est dominé par une nouvelle éventualité de dialogue entre politiciens. Etes-vous d'accord à cela ?

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : Nous sommes toujours partisans du dialogue et nous encourageons tous les acteurs politiques à dialoguer et à se concentrer, au-delà des polémiques et au-delà du débat public qui peut parfois être animé, sur l'apport des solutions aux problèmes immenses qui touchent le Congo aujourd'hui.

Question 10

Symphorien Katumba/ L'Explorateur : J'ai une préoccupation à l'intention de monsieur le Coordonnateur. Pour rebondir sur le cas des bailleurs de fonds que vous avez cité, les Etats-Unis, le Canada. Est-ce qu'il y a des critères appropriés pour ne pas avoir une liste qui peut s'allonger et s'ajouter à ces bailleurs de fonds pour que vous ayez des moyens solides pour pouvoir faire face à cette aide humanitaire qui demande beaucoup de fonds ?

Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC et Coordonnateur humanitaire par intérim [Diego Zorrilla] : Il y a un groupe de bailleurs de fonds important en RDC. Je les ai cités. J'en ai cité environ 10. Dans l'ordre j'avais cité les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, l'Allemagne, la Suède, le Canada, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse. Ce sont les principaux bailleurs de fonds. Vous remarquez qu'il y a beaucoup de pays européens, plus les Etats-Unis et le Canada.

On essaie de faire le plus possible pour continuer à étendre le groupe des bailleurs des fonds. Mais il faut aussi que les pays comprennent que le Congo est souverain, que les pays comprennent que cette générosité de la communauté internationale, cet esprit de solidarité doit être aussi accompagné d'efforts congolais pour limiter les situations qui donnent lieu à ces besoins humanitaires. Merci.

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : Merci beaucoup. Nous devons rendre l'antenne. Merci aux auditeurs de Radio Okapi et à dans deux semaines.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28